

Annecy, le 9 Décembre 2025

Madame la Préfète de Région
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes
Service CIDDAE / pôle AE
69453 LYON Cedex 06

LRAR : 1A 217 683 5106 7

Dossier suivi par le service Aménagement
bcastaing@grandannecy.fr
Nos réf. : 25.278 SG BC

Objet : Recours gracieux / décision de l'Autorité chargée de l'examen au cas par cas - Projet de requalification d'une friche industrielle pour l'aménagement du « Campus/Cluster Papeteries »

Madame la Préfète,

Par décision n°2025-ARA-KKP-6003 du 13 octobre 2025, l'Autorité environnementale a décidé de soumettre à évaluation environnementale le projet de requalification d'une friche industrielle pour l'aménagement du « Campus/Cluster Papeteries » (commune d'Annecy).

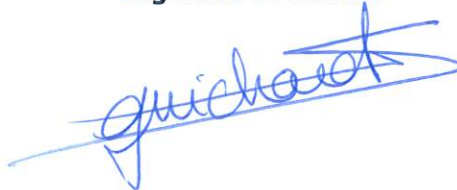
Il ressort des études réalisées que des compléments d'information peuvent être apportés sur le projet.

Pour les raisons qui sont développées dans la note ci-jointe, je vous demande de bien vouloir reconsidérer votre décision.

Je vous prie d'agréer, Madame la Préfète, l'expression de ma considération distinguée.

**La 1^{ère} Vice-Présidente déléguée à la relocalisation
de l'économie, relations extérieures et industries,**

Sékolène GUICHARD



PJ : - note recours gracieux

Copies :

- Stéphanie Poncet
- Stéphanie Jude

**Communauté d'agglomération
du Grand Annecy
Projet Campus/Cluster Papeteries**

Recours gracieux

Table des matières

1 Cadre juridique	3
2 Réponses aux remarques de la MRAE	4

1 CADRE JURIDIQUE

Une demande d'examen au cas par cas a été adressée à l'Autorité Environnementale pour avis sur la nécessité ou non de réaliser une étude d'impact.

La MRAe Auvergne Rhône-Alpes a rendu l'avis ci-dessous le 13 octobre 2024 :

- **Considérant** que, s'agissant des sols pollués, le dossier n'établit pas que les destinations projetées sont compatibles avec l'état des sols ;
- **Considérant** que, s'agissant des matériaux, le dossier ne quantifie pas les matériaux qui résultent des démolitions des bâtiments et des réalisations des nouvelles constructions, il ne précise pas quelles sont les installations de stockage des déchets inertes mobilisées ;
- **Considérant** que, s'agissant de la biodiversité, le dossier indique que plusieurs espèces protégées sont présentes ou susceptibles de l'être, sans toutefois conclure à la nécessité d'une autorisation dérogatoire de destruction d'individus d'espèce protégée ou de leur habitat ;
- **Considérant** que, s'agissant des risques naturels, le dossier ne précise pas comment est géré le risque de débordement de nappe et inondation de cave ni le risque lié au potentiel radon (la commune déléguée est classée en catégorie 2 (sur 3) concernant le potentiel radon (modéré)) ;
- **Considérant** que, le projet ne précise pas qu'elle est sa contribution à l'atteinte de l'objectif national de neutralité carbone à l'horizon 2050 ;
- **Considérant** que l'opération présentée nécessite vraisemblablement, préalablement à sa réalisation, la délocalisation d'un concessionnaire automobile (Renault) et d'un centre de contrôle technique (Autovision) ; que l'opération présentée fait donc partie d'un projet global au sens des articles L.122-1 et L.122-1-1 du code de l'environnement ;

Concluant que :

· au vu de l'ensemble des informations fournies par le pétitionnaire, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet de requalification d'une friche industrielle pour l'aménagement du "Campus Cluster Papeteries" situé sur la commune déléguée de Cran-Gevrier est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe III de la directive 2011/92/UE modifiée du 13 décembre 2011 susvisée et justifie la réalisation d'une évaluation environnementale ;

- les objectifs spécifiques poursuivis par la réalisation de cette évaluation environnementale sont :
 - analyser l'état initial de l'environnement notamment sols, biodiversité et risques naturels ;
 - préciser si les destinations projetées sont compatibles avec l'état des sols ;
 - analyser les incidences environnementales du projet, dans toutes ses composantes et le bilan carbone du projet ;
 - conclure si une autorisation dérogatoire de destruction d'individus d'espèce protégée ou de leur habitat doit être obtenue ;
 - définir les mesures d'évitement, de réduction et de compensation, et leurs mesures de suivi ;

ces objectifs sont exprimés sans préjudice de l'obligation pour le maître d'ouvrage de respecter le contenu de l'évaluation environnementale, conformément aux dispositions du code de l'environnement ;

2 REPONSES AUX REMARQUES DE LA MRAE

La communauté d'agglomération du Grand Annecy, maître d'ouvrage du projet de requalification de la friche industrielle pour l'aménagement du « Campus Cluster Papeteries » sur la commune déléguée de Cran-Gevrier, a pris connaissance de la décision n° 2025-ARA-KKP-6003 soumettant le projet à évaluation environnementale, conformément à l'avis rendu par la Mission Régionale d'Autorité environnementale. Par la présente, le Grand Annecy forme un recours gracieux à l'encontre de cette décision. Soucieux de la qualité du dialogue avec l'administration et de la prise en compte des enjeux environnementaux, le Grand Annecy entend répondre de manière exhaustive et argumentée à l'ensemble des points soulevés dans le rapport de la MRAe, afin d'apporter tous les éléments de nature à éclairer la décision et, le cas échéant, à réexaminer la nécessité de soumettre le projet à une étude d'impact complète.

« Considérant que, s'agissant des sols pollués, le dossier n'établit pas que les destinations projetées sont compatibles avec l'état des sols »

Le Grand Annecy a missionné le bureau d'études Antea pour réaliser une étude de la compatibilité sanitaire du site avec l'usage projeté. Une évaluation quantitative des risques sanitaires a été réalisée. Pour rappel, les usages futurs sont :

- Logement (hébergement étudiant et temporaires),
- Formation,
- Tertiaire,
- Services (crèches, sports et loisirs, restauration, tiers-lieux, exposition...),
- Audiovisuel.

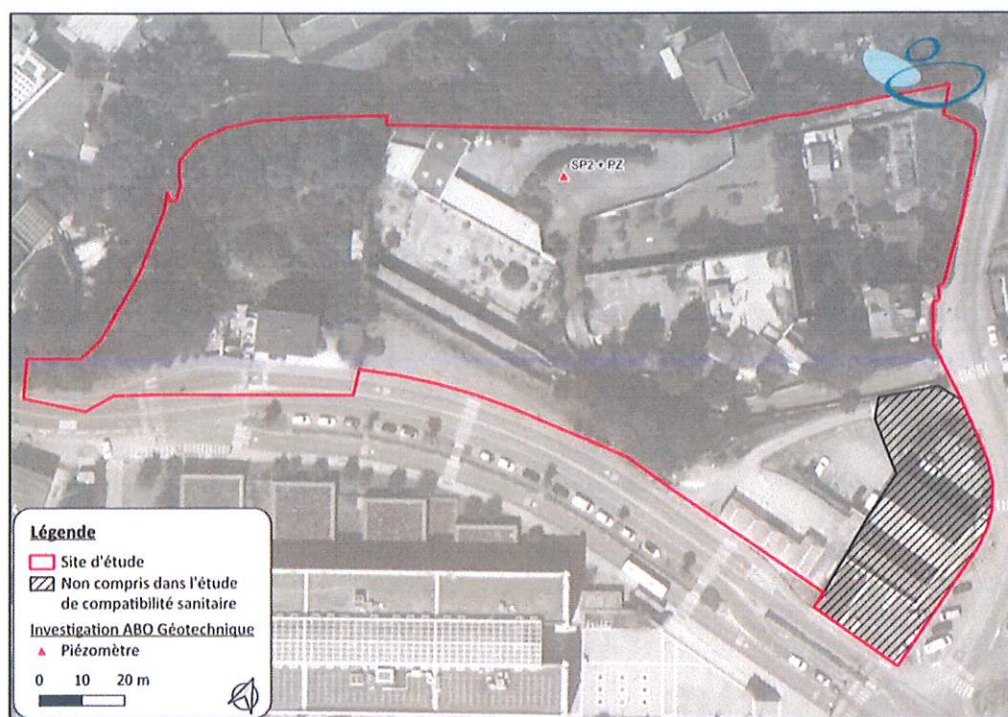
Cette étude se base sur une étude historique et documentaire réalisée par GONE Environnement en octobre 2024, puis mise à jour par Antea Group avec notamment la visite de zones non accessibles alors par GONE Environnement, en juillet 2025. Ces études ont permis le recensement de sources potentielles de pollution au droit du site d'étude et à l'élaboration d'un programme prévisionnel d'investigation (déjà mentionné lors du dépôt du dossier de cas par cas).

Les investigations sur les sols tel que préconisées dans le programme prévisionnel d'investigation ont ensuite été réalisées par Antea Group en juillet 2025 (32 sondages entre 1 et 5 mètres de profondeur, 3 prélèvements de sols superficiels et 4 prélèvements de dalle béton) et complétées de recommandations. Elles ont mis en évidence un impact ponctuel en dioxines-furanes et un impact ponctuel non significatif en PCB, dont il faudra tenir compte dans le cadre de l'aménagement. Les dioxines-furanes sont peu volatils et la teneur en PCB est peu élevée. Il conviendra de s'assurer de l'extension de ces impacts, et de la présence potentielle de teneurs plus élevées à proximité.

Hormis l'anomalie en PCB mis en évidence au droit du sondage S17, les 7 échantillons ayant fait l'objet d'analyse de l'ensemble des critères d'acceptation en ISDI respectent l'ensemble des seuils de l'arrêté du 12/12/2014. Par ailleurs, bien que les autres échantillons n'aient pas fait l'objet d'analyses ISDI complètes, **les composés analysés présentent tous des teneurs inférieures aux seuils d'acceptation en ISDI.**

L'étude met en évidence une série de recommandations quand à la gestion des polluants du site (p28 du rapport). Elles seront suivies pas le Grand Annecy.

En complément, un prélèvement d'eaux souterraines a été réalisé le 25/11/2025 par Antea Group au droit de l'unique piézomètre existant sur le site d'étude, SP2-PZ, mis en place en partie basse du site dans le cadre de l'étude géotechnique. Ce prélèvement constitue une première donnée sur la qualité des eaux souterraines.



Les résultats mettent en évidence :

- la quantification de HAP avec une concentration en 4 HAP de 0,27 µg/l supérieure à la limite de qualité des eaux destinées à la consommation humaine de 0,1 µg/l (Annexe I de l'Arrêté du 11/01/2007),
- la quantification de PFAS avec une somme des 20 PFAS de 202 ng/l, supérieure à la limite de qualité des eaux destinées à la consommation humaine de 100 ng/l,
- l'absence de quantification des dioxines, avec toutefois une équivalence toxique de 6,3 pg/L pour le TEQ OMS 2005 avec prise en compte de la LQ,
- la quantification d'arsenic et de baryum,
- l'absence de quantification des HCT C5C10, des COHV, des CAV et des PCB.

Les conclusions de cette étude sont les suivantes :

Au regard des données disponibles, du projet d'aménagement à date, et de l'emprise prise en compte dans l'EQRS (sans la zone 7 au vu de la dureté foncière), le site est compatible avec les usages projetés, sous réserve du respect de l'ensemble des hypothèses prises en compte.

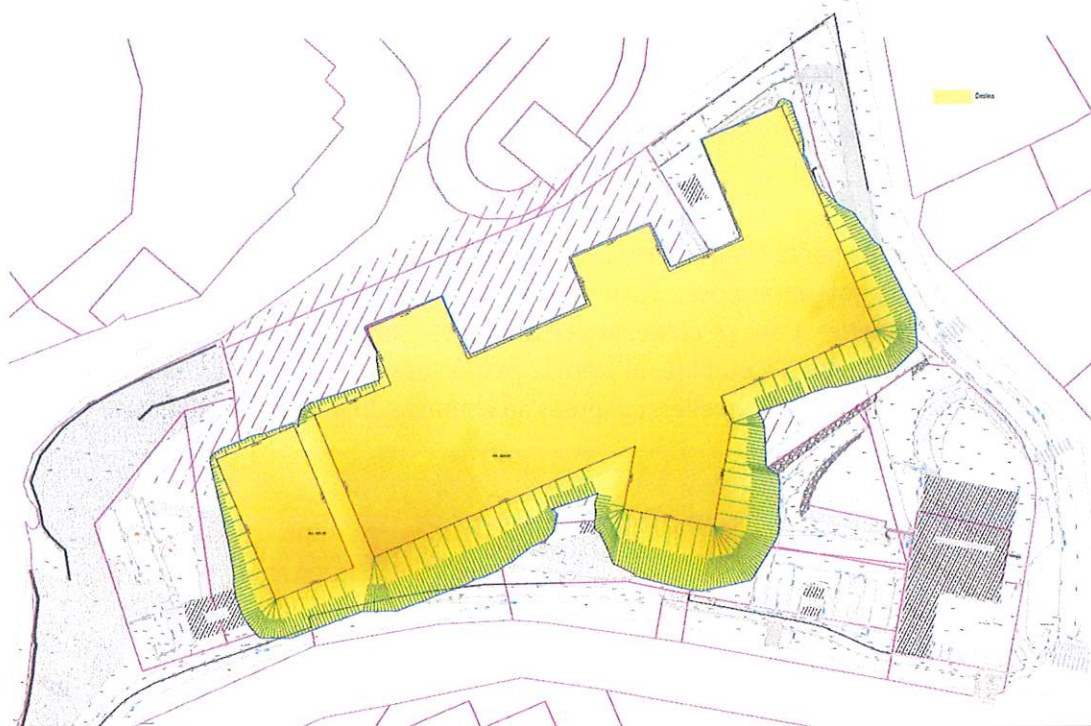
Notons que : l'EQRS réalisée à ce stade, s'appuie sur des données (sols et eaux souterraines) majorantes et sécuritaires dans l'évaluation de la compatibilité des usages futurs du site avec la qualité des milieux. Les données disponibles à ce stade sont jugées satisfaisantes pour une première évaluation de la compatibilité des milieux avec l'usage futur.

Les investigations complémentaires prévues à ce stade sont recommandées principalement pour préciser des anomalies relevées.

Le rapport complet est joint en Annexe n°4

« Considérant que, s'agissant des matériaux, le dossier ne quantifie pas les volumes qui résultent des démolitions des bâtiments et des réalisations des nouvelles constructions, il ne précise pas quelles sont les installations de stockage des déchets inertes mobilisées ; »

A la date de la rédaction du présent recours gracieux, l'avancement du projet d'aménagement du campus/cluster Papeteries permet la production du plan de principe des terrassements du projet ci-dessous. Le plan sera également joint en annexe n°2 pour plus de lisibilité.



Les volumes de déblais purs sont à ce stade de l'avancement des études estimés par la maîtrise d'œuvre à environ **31 000 m³** pour le projet dans son intégralité. Une optimisation déblais/remblais sera recherchée.

Pour le volume de matériaux lié à la démolition, l'avancement des études permet d'indiquer un prévisionnel de l'ordre de :

- Environ 3 650 m³ de volume de matière
- Soit 5 500 tonnes de matières

En application de l'Ordonnance n° 2010-1579 du 17 décembre 2010, les terres excavées, qu'elles soient naturelles ou non, qui sortent du site dont elles sont extraites ont un statut de déchet. En effet, au titre de l'article L. 541-1-1, est défini comme un déchet toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se débarrasser. Ainsi, la gestion des terres excavées en dehors de leur site d'origine sera réalisée conformément à la législation applicable aux déchets, notamment en ce qui concerne les modalités de traçabilité et de responsabilités. Pour rappel, tout producteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, conformément à l'article L541-2 du Code de l'Environnement

A la date de la rédaction du présent recours gracieux, voici la liste des solutions les plus proches que nous pourrions solliciter au besoin, et selon leurs disponibilités au moment nécessaire du projet, pour gérer les matériaux issus des travaux :

Evacuation en remblaiement/réaménagement de carrière :

- CARMACO à Annecy-le-Vieux
- Carrière de Cusy

Evacuation en ISDI :

- La Tine à Chavanod (exploité par les carrières Roudil)
- Une ISDI appartenant à des entreprises de TP locales : SOCCO à Epagny-Metz-Tessy.

ANTEA a été missionnée par le Grand Annecy pour caractériser précisément la qualité environnementale des sols et proposer des mesures de gestion adaptées au droit du projet du Campus/Cluster Papeteries. Dans ce contexte particulier, et conformément aux recommandations du rapport d'investigations, ANTEA établira un plan de gestion des terres excavées dans le but de proposer des solutions de gestion opérationnelles, adaptées au contexte du projet et optimisées.

Considérant la surface du projet, le volume de terre excavé conséquent s'explique par la topographie extrêmement particulière et contrainte du site. Le projet intégré dans la pente aura pour but de rechercher une optimisation de déblais/remblais.

Ceux résultant de ce travail seront traités par le Grand Annecy en partenariat avec les filières spécialisées.

« Considérant que, s'agissant des risques naturels, le dossier ne précise pas comment est géré le risque de débordement de nappe et inondation de cave ni le risque lié au potentiel radon (la commune déléguée est classée en catégorie 2 (sur 3) concernant le potentiel radon (modéré)) »

L'étude géotechnique réalisée par le cabinet ERG préconise les mesures suivantes :

« Dispositions relatives à la protection contre les eaux

Aux abords des ouvrages projet sera mis en place un dispositif d'évacuation des eaux de ruissellement et de toiture (contre-pente, cunette bétonnée, dallage périphérique étanche ou tout autre dispositif approprié), afin d'éviter toute réinjection de ces eaux dans le sol, ce qui pourrait en effet être nuisible à la bonne tenue des fondations.

Comme évoqué précédemment, et notamment en cas de niveau enterré, la pose, le suivi piézométrique (en cours) et la réalisation d'une étude hydrogéologique réalisée si nécessaire, permettront de préciser les niveaux d'eau à prendre en compte dans la conception du projet et les systèmes de protection contre les eaux à prévoir.

Si le projet n'était pas influencé par un niveau de nappe, un système de drainage périphérique et en sous-face, avec évacuation latérale et gravitaire (ou au moyen d'une pompe de relevage si nécessaire) vers un exutoire adapté, sera étudié et mis en place notamment en face arrière des parois enterrées des constructions et en sous face des dalles basses, de manière à évacuer les eaux d'infiltration et de circulation de manière efficace (utilisation d'ENKADRAIN ou matériau similaire, drain de pied, drain en sous-face, etc...).

Si le projet était concerné par des niveaux d'eau, la mise en œuvre de dispositifs de protection spécifiques (cuvelage étanche, radiers dimensionnés de manière à reprendre les sous-pressions) serait à étudier pour la phase service des ouvrages.

Selon le degré de protection souhaité des parties enterrées, on se référera, dans tous les cas, au DTU 14.1. »

Recherches biblio supplémentaires :

Les solutions techniques couramment mises en œuvre pour limiter le risque de remontée de nappe et d'inondation de cave dans le cadre d'un projet immobilier comme le Campus Cluster Papeteries sont :

- Étanchéification des sous-sols et caves : Utilisation de cuvelages étanches, de membranes hydrofuges et de bétons spéciaux pour garantir l'étanchéité des parties enterrées.
- Systèmes de drainage périphérique : Installation de drains autour des bâtiments pour capter et évacuer les eaux de nappe avant qu'elles n'atteignent les structures.
- Pompes de relevage automatiques : Mise en place de pompes de relevage dans les sous-sols et locaux techniques pour évacuer en continu les eaux infiltrées en cas de remontée temporaire de la nappe.

- Aménagement de vides sanitaires : Création d'un espace tampon entre le sol naturel et les planchers bas pour limiter les risques d'humidité et d'inondation.
- Surélévation des planchers bas : Conception des bâtiments avec des planchers bas situés au-dessus du niveau de la nappe lors des épisodes de hautes eaux.
- Études hydrogéologiques complémentaires : Réalisation d'investigations supplémentaires pour mieux caractériser le comportement de la nappe et adapter les solutions techniques au contexte local.

L'intégration de ces solutions dans le projet permettra de répondre aux attentes de l'autorité environnementale et de sécuriser durablement les futurs aménagements.

Pour limiter l'exposition des futurs occupants au radon, plusieurs solutions techniques et organisationnelles peuvent être mises en œuvre, notamment :

- Ventilation des sous-sols et vides sanitaires : Installer une ventilation naturelle ou mécanique pour évacuer le radon accumulé sous les bâtiments.
- Ventilation générale efficace des locaux : Prévoir une ventilation mécanique contrôlée (VMC) adaptée pour renouveler l'air intérieur et éviter l'accumulation de radon.
- Dépressurisation du sol : Mettre en place un système de dépressurisation sous le bâtiment (drains ou puits sous dalle reliés à une extraction) pour aspirer le radon avant qu'il ne pénètre dans le bâtiment.

L'intégration de ces moyens, le moment venu, dans la conception et la réalisation des bâtiments permettra de répondre aux exigences réglementaires et de garantir la sécurité sanitaire des futurs usagers contre le risque lié au radon et aux débordements de nappes/inondation de cave.

« Considérant que, le projet ne précise pas qu'elle est sa contribution à l'atteinte de l'objectif national de neutralité carbone à l'horizon 2050 »

La contribution du projet « Campus Cluster Papeteries », actuellement au stade de conception du projet d'aménagement, à l'atteinte de l'objectif national de neutralité carbone s'articule autour des axes suivants :

- **Performance énergétique des bâtiments** : La conception des bâtiments se fera à haute efficacité énergétique (bâtiments basse consommation, respect des normes RE2020 ou équivalent, recours à des matériaux biosourcés ou à faible empreinte carbone). La mise en place de la certification « HQE Aménagement Durable » est envisagée sur ce projet, elle valorise une approche globale (gouvernance, concertation, cadre de vie, performance environnementale, mobilité et biodiversité).
- **Production et utilisation d'énergies renouvelables** : l'intégration de dispositifs de production d'énergie renouvelable sur site (panneaux photovoltaïques, pompes à chaleur, géothermie, etc.) sera mise en place pour réduire les émissions liées au fonctionnement. Les toitures seront recouvertes a minima de 1355 m² de panneaux photovoltaïques.
- **Mobilité durable** : Promotion des modes de déplacement doux : sur le projet, les aménagements de stationnement vélo seront réalisés conformément au PLUi (1 place par pièce de vie pour les logements, 1 place pour 5 lits pour les hébergements, 30% de l'effectif total des salariés accueillis sur le site pour les bureaux.), la proximité immédiate d'un arrêt de bus « Papeterie », ligne 1 et 12 permettra aux usagers du site d'y accéder facilement via les transports en commun. Le Grand Annecy porte un projet de Transport Collectif en Site Propre Intégral sur son territoire, dont l'axe deux, actuellement en études pré-opérationnelles de faisabilité, passera devant le futur Campus/Cluster Papeteries.
- **Gestion durable des matériaux** : Réemploi si possible des matériaux issus de la démolition ou des terrassements, choix de matériaux à faible impact carbone pour les nouvelles constructions, gestion rigoureuse des déchets de chantier.
- **Aménagements paysagers et biodiversité** : Le projet s'attachera à préserver et valoriser au maximum les espaces verts existants et à limiter l'imperméabilisation des sols en maintenant et renforçant la trame verte et bleue.



FIGURE 1: LOCALISATION DES ELEMENTS PAYSAGERS SUR LE PROJET

Nous précisons également que le projet s'inscrit dans le cadre de la **Charte Chantiers Air Climat** du Grand Annecy, intégrée à l'action n°20 du PCAET approuvé en juin 2021. Cette démarche volontaire vise la réduction des émissions de polluants atmosphériques et de gaz à effet de serre sur l'ensemble du cycle de vie du chantier, notamment par **l'optimisation des transports de matériaux et terres** (réduction des distances parcourues, réemploi local), **l'utilisation d'engins à faibles émissions** (normes Stage 5/Euro 6), et des **dispositifs d'abattement** sur les activités émissives. Un bilan carbone simplifié permettra de quantifier les gains environnementaux réalisés, contribuant ainsi directement aux objectifs de la Stratégie Nationale Bas Carbone en réduisant les émissions du secteur BTP, qui représente 8% des NOx et une part significative des émissions de CO2 sur le territoire.

La charte a 3 niveaux d'application selon les enjeux du chantier, le campus/cluster Papeterie appliquera la catégorie C, la plus ambitieuse « Chantier en zones sensibles, de longue durée et émissions importantes ».

Au vu de tous ces éléments, le projet participe bien à l'atteinte de l'objectif national de neutralité carbone à l'horizon 2050. Par sa petite ampleur, son impact demeure toutefois marginal à l'échelle nationale. Toutefois, l'initiative locale contribue à l'effort collectif et à ce titre le Grand Annecy se veut volontariste et didactique sur la gestion des projets qu'il porte en maîtrise d'ouvrage directe.

« Considérant que, s'agissant de la biodiversité, le dossier indique que plusieurs espèces protégées sont présentes ou susceptibles de l'être, sans toutefois conclure à la nécessité d'une autorisation dérogatoire de destruction d'individus d'espèce protégée ou de leur habitat ; »

Depuis le dépôt du dossier de cas par cas auprès de la MRAE, le dossier d'inventaires 4 saisons a été finalisé, il est joint en annexe n°1. Ce dossier comporte les enjeux faunistiques et floristiques liés au site d'étude cartographiés et détaillés. Il propose également les mesures à mettre en place pour éviter et réduire au maximum les impacts de sorte que les impacts résiduels ne soient pas significatifs et qu'un dossier de dérogation ne soit pas nécessaire. Le porteur de projet s'engage fermement à mettre en place les mesures listées dans le document.

Rappels des principaux éléments du rapport :

Flore :

Parmi les espèces inventoriées, seule la Tulipe de Gesner (*Tulipa gesneriana*) est protégée au niveau national et classée « En danger » sur la liste rouge nationale. Les autres espèces ne possèdent aucun enjeu.

Cette espèce est cependant considérée comme **sans enjeu au niveau du site d'étude**. Le pied identifié est localisé dans le verger appartenant à la maison abandonnée. Cette plante est souvent utilisée dans les jardins privés à des fins ornementales, ce qui est très probablement le cas ici. Elle a donc très probablement été plantée. De plus, l'espèce à l'état sauvage est inféodée aux habitats boisés, **ce qui ne correspond pas à l'habitat dans lequel elle a été observée sur le site**. Parmi les espèces inventoriées, seule la Tulipe de Gesner (*Tulipa gesneriana*) est protégée au niveau national et classée « En danger » sur la liste rouge nationale. **Les autres espèces ne présentent aucun enjeu.**



Légende

Aires d'études

Projet

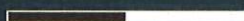
Zone d'étude

Flore patrimoniale

Tulipe de Gesner



0 25 50 m



Source : Google satellite, 2025
Production : VERDI pour Grand Anancy, novembre 2025

De plus, la zone où a été inventorié cette espèce ne sera pas urbanisée, la tulipe et la banque de graine du sol pourra donc potentiellement continuer à prospérer sur ce secteur.

Avifaune :

Trois cortèges avifaunistiques sont présents sur le site d'étude. Des oiseaux forestiers peuvent nidifier et se nourrir dans la zone boisée longeant le torrent (Roitelet huppé). Les oiseaux anthropiques peuvent quant à eux utiliser les bâtiments présents, qu'ils soient anciens ou toujours utilisés. C'est le cas de l'Hirondelle de fenêtre nidifiant sur le garage automobile. Enfin, les oiseaux bocagers (Serin cini, Chardonneret élégant...) peuvent utiliser les ronciers, le verger ou encore les haies pour leur reproduction.

La première mesure et la plus impactante est le maintien de la zone boisée à l'ouest du projet, préservant les habitats des oiseaux forestiers inventoriés. Le calendrier des travaux sera également adapté pour préserver ces espèces en évitant les périodes de reproduction (avril à Mai).

Pour les oiseaux anthropiques (hirondelle), la mise en place de nichoirs permettra de fournir un refuge de substitution. De plus, les bâtiments seront détruits en période hivernale, quand les oiseaux ne sont pas présents mais en migration.

Ces mesures permettent d'éviter totalement les impacts sur l'avifaune.

Mammifères :

Les investigations de terrain n'ont pas permis de déceler leur présence sur le site. Cependant, 3 espèces bibliographiques à enjeu sont pressenties sur le site dont deux protégées : l'Ecureuil roux et le Hérisson d'Europe. Les zones boisées peuvent être utilisées par les 2 espèces pour la reproduction, le repos et le nourrissage. De plus, les zones bocagères sont aussi très appréciées par le Hérisson d'Europe pour les mêmes activités.

Le maintien de la zone boisée à l'ouest du projet, permettra la préservation des habitats pour l'écureuil. Au niveau du jardin où le hérisson peut trouver refuge (haies), le débroussaillage sera réalisé en dehors des périodes d'hivernage ce qui évitera toute destruction.

Ces mesures permettent d'éviter totalement les impacts sur ces espèces.

Reptiles/amphibiens :

Parmi les espèces bibliographiques, 7 reptiles sont pressentis sur le site d'étude. Ces espèces sont très ubiquistes et peuvent ainsi se reproduire, hiberner ou se nourrir dans les habitats naturels présents sur le site. Une seule espèce a été inventoriée lors des investigations : le Lézard des murailles.

Aucune espèce n'a été observée sur site. Les habitats présents sont très peu adaptés à la reproduction des amphibiens, certaines espèces ubiquistes ou adaptées aux habitats pionniers y sont faiblement pressenties. Seules des ornières présentes dans la zone de démolition peuvent servir de zone de reproduction bien qu'elles soient peu attractives.

Les ornières créées par le chantier seront rebouchées pour éviter l'installation d'amphibiens.

Les autres mesures de préservation de ces espèces sont les mêmes que celles proposées pour les mammifères (maintien de la zone boisée et débroussaillage au printemps). De plus, le projet prévoit de maintenir un réseau important de bosquets et haies, ce qui permettra aux différentes espèces de se maintenir sur le site.

Ces mesures permettent d'éviter totalement les impacts sur ces espèces.

Chiroptères :

Le site d'étude ne semble pas directement présenter de gîtes utilisés par les chiroptères. Plusieurs bâtiments restent cependant utilisables comme gîtes. Plusieurs bâtiments proches possèdent des gîtes dont l'utilisation est avérée ou soupçonnée. L'espèce utilisant en majorité ces gîtes semble être la Pipistrelle commune. Le site sert quant à lui de zone de transit, notamment via le cours d'eau arboré, mais aussi de zone de chasse pour certaines espèces.

La mesure suivante sera appliquée pour éviter toute destruction d'individus :

Vérification des arbres à cavité et des bâtis susceptibles d'accueillir des chiroptères avant abattage ou destruction (à l'aide d'un endoscope) et bouchage des cavités vides en septembre. Le maintien de l'espace végétalisé à l'ouest du projet et des bosquets permettra de maintenir le transit des espèces sur le site.

Ces mesures permettent d'éviter totalement les impacts sur les chiroptères.

Le site d'étude se compose d'une mosaïque d'habitats très urbanisée. Il s'agit d'une zone très enclavée au sein de la commune avec de part et d'autre des routes et des bâtis. Un seul corridor relie le site avec certains habitats naturels extérieurs : le cours d'eau du Thiou. Les espèces présentes sur le site sont en majorité des espèces adaptées aux zones urbanisées. Certaines espèces bocagères ou forestières peuvent également s'y déplacer, malgré la difficulté d'accès liée aux coupures de continuités. Ces espèces sont très communes et ubiquistes. Ainsi, malgré leur protection, elles possèdent des enjeux réduits. De plus, l'absence d'une trame verte et bleue fonctionnelle ne permet pas d'échanges fluides entre populations, diminuant ainsi la diversité présente sur le site et les enjeux associés.

De façon à respecter au mieux la réglementation, le Grand Annecy s'est engagé à mettre en œuvre des mesures d'évitement et de réduction afin de limiter les risques de destruction des espèces protégées ou de leurs habitats. Dans le cas où les mesures préconisées sont mises en place, la rédaction d'une demande de dérogation espèce protégée n'apparaît pas nécessaire.

Le rapport complet est joint en annexe n°1.

« Considérant que l'opération présentée nécessite vraisemblablement, préalablement à sa réalisation, la délocalisation d'un concessionnaire automobile (Renault) et d'un centre de contrôle technique (Autovision) ; que l'opération présentée fait donc partie d'un projet global au sens des articles L.122-1 et L.122-1-1 du code de l'environnement ; »

Deux courriers ont été envoyés par le Grand Annecy (annexe n°3) :

- l'un destiné aux propriétaires, les informant que le Grand Annecy va prendre contact avec leurs locataires,
- un autre courrier à l'attention des deux exploitants, leur proposant une présentation du projet et un échange sur son impact pour leurs activités.

Par ailleurs, le Grand Annecy s'engage à étudier les possibilités de relocalisation des activités dans un périmètre rapproché de leur implantation actuelle. En effet, plusieurs projets urbains sont prévus au PLUIHMB.

L'opération Campus/Cluster Papeteries prévoit un phasage pour sa mise en place, une première phase devant permettre la réalisation des aménagements sur un ensemble de parcelles ne comprenant celles accueillant le garage et le centre de contrôle technique. Ces derniers font partie d'une phase qui serait réalisée dans un deuxième temps.

A ce stade du projet (finalisation des études de faisabilité, et finalisation du plan de composition et lancement de la phase AVP, le Grand Annecy qui porte déjà une stratégie de communication avec les propriétaires fonciers va proposer des échanges aux exploitants, tout en travaillant en parallèle à l'identification de solution de relocalisation mobilisables au stade adéquat du projet.

CONCLUSIONS

C'est au regard de l'ensemble de ces précisions et compléments, que nous sollicitons la révision de votre décision n° 2025-ARA-KKP-6003 en date du 13/10/2025, actant la soumission le projet « Campus Cluster Papeteries », à Cran Gevrier (74) à évaluation environnementale.

Nous vous prions de croire, Madame la préfète, à l'assurance de notre considération distinguée.